

Elaborer la fiche de paie dans le cadre d'une activité partielle

Dans le cadre de la mise en activité partielle (réduction du temps de travail ou suspension temporaire de l'activité), l'établissement de la paie pour les salariés concernés peut devenir complexe.

En effet, la gestion de l'indemnité activité partielle en paie n'est pas identique d'un cas à l'autre.

Le CNEA a souhaité vous apporter quelques explications sur la marche à suivre, étape par étape, et illustrer les explications par des modèles de fiches de paie.

1. Etape 1 : Effectuer la retenue sur salaire pour les heures non effectuées

Que le salarié soit en activité réduite (diminution de sa durée hebdomadaire de travail) ou en arrêt d'activité sur tout ou partie du mois (aucune heure n'est réalisée au cours de la semaine), l'employeur va déduire de la paie mensuelle les heures réelles d'absence.

La retenue pour absence sera égale à :

$$\text{Salaire mensuel brut total} \times \frac{\text{Nombre d'heures réelles d'absence}}{\text{Nombre d'heures réelles si le mois avait été complètement travaillé}}$$

Le salaire mensuel brut total comprend tous les éléments de salaire mensuel habituels tels que :

- ✓ Le salaire de base ;
- ✓ La prime d'ancienneté ;
- ✓ La prime de reconstitution de carrière ;
- ✓ L'indemnité de déroulement de carrière ;
- ✓ L'indemnité temps partiel ;
- ✓ La prime de coupure ;
- ✓ Les primes mensuelles personnelles / différentielles / de technicité / de responsabilité ...

Le nombre d'heures réelles d'absence correspond au nombre d'heures que le salarié n'a pas effectué au cours du mois en raison de l'activité partielle. Il faut donc regarder le planning du salarié prévu initialement pour les jours ou les semaines d'absence et compter le nombre d'heures qu'il n'a pas réalisés en raison de l'activité partielle.

Exemples :

- ✓ Le salarié à temps plein absent sur une semaine complète : on compte 35h réelles d'absence ;
- ✓ Le salarié à temps complet travaille selon la répartition hebdomadaire suivante :
 - lundi, mardi et jeudi : 9h par jour ;
 - mercredi et vendredi : 4h par jour.Il est en activité partielle du 23 au 31 mars 2020. Il y aura 53h réelles d'absence.
- ✓ Le salarié à temps partiel travaille le lundi, mardi, jeudi et vendredi à raison de 6h par jour. Dans le cadre de l'activité partielle, sa durée hebdomadaire est réduite à 18h par semaine (le vendredi n'est plus travaillé) du 16 au 31 mars 2020. Il faudra décompter 12h réelles d'absence (2 vendredis x 6h)
- ✓ L'animateur-technicien ou professeur embauché pour effectuer 8h de face à face par semaine (4h le mardi et 4h le mercredi). Il est en activité partielle du 16 mars au 31 mars, il faudra compter 20h de face à face d'absence soit 20h x 35h/26h (ou 24h s'il s'agit d'un professeur) avec la préparation.
- ✓ Le salarié en modulation de type A ou B ou le salarié en CDII, ne travaille pas du 16 au 29 mars. Son planning prévoyait 25h la semaine du 16 mars et 15h la semaine du 23 mars. Il faudra compter 40h réelles d'absence.

Le nombre d'heures réelles si le mois avait été complet correspond au nombre d'heures que le salarié aurait réalisé s'il avait été présent tout le mois.

Il faut également regarder le planning du salarié prévu initialement sur le mois et compter le nombre d'heures réelles qu'il aurait réalisé si ce mois avait été complètement travaillé et n'avait pas été impacté par l'activité partielle.

Exemples :

- ✓ Le salarié à temps plein qui effectue 7h par jour du lundi au vendredi : pour le mois de mars 2020, il faut compter 154h (4 semaines x 35h + 2 jours à 7h) ;
- ✓ Le salarié à temps complet qui travaille de la manière suivante :
 - lundi, mardi et jeudi : 9h par jour ;
 - mercredi et vendredi : 4h par jour.Pour le mois de mars 2020, il faut compter 158h (4 semaines x 35h + 2 jours à 9h)
- ✓ Le salarié à temps partiel travaille le lundi, mardi, jeudi et vendredi à raison de 6h par jour. Pour le mois de mars il faut compter 108h
- ✓ L'animateur-technicien ou professeur embauché pour effectuer 8h de face à face par semaine (4h le mardi et 4h le mercredi). Pour le mois de mars complet, il faut compter 36h de face à face soit 36h x 35h/26h (ou 24h s'il s'agit d'un professeur) avec la préparation.



Pour les salariés en CD Intermittent ou sous modulation, le nombre d'heures mensuelles à prendre en compte ne va pas être le nombre d'heures réelles si le mois avait été complet mais la durée moyenne mensuelle contractuelle.

Exemples :

- ✓ Pour le salarié en modulation de type A ou B, la durée mensuelle à prendre en compte sera de 151,67h.
- ✓ Pour le salarié en CDI Intermittent, la durée mensuelle sera la durée moyenne égale à :
(Durée annuelle contractuelle + 10%) / 12 mois

Exemple de calcul pour la retenue sur salaire :

Un salarié à temps plein 35h par semaine (7h par jour du lundi au vendredi) est embauché au groupe D coefficient 300 et perçoit un salaire mensuel brut de 1997,12€ composé de la manière suivante :

- ✓ Salaire de base : 1896€
- ✓ Prime d'ancienneté de 8 points : 50,56€
- ✓ Déroulement de carrière de 8 points : 50,56€

Il est en activité partielle avec une suspension totale du contrat du 16 au 29 mars 2020 soit 70h réelles d'absence (2 semaines x 35h).

La retenue sur salaire sera égale à :

$$1997,12 \times \frac{70h}{154h} = 907,78€$$

2. Etape 2 : Calculer l'indemnité versée par l'employeur

Dans le cadre de l'activité partielle, pour compenser la perte de salaire, le salarié reçoit une indemnité de la part de l'employeur pour chacune des heures chômées.

Cette indemnité est égale à 70% de la rémunération horaire brute du salarié soit :

$$70\% \times \frac{\text{Salaire mensuel brut}}{\text{Durée mensuelle de travail du salarié}}$$

Le salaire mensuel brut à retenir est celui servant d'assiette au calcul de l'indemnité de congés payés. Ainsi, doit entrer dans cette assiette :

- ✓ Le salaire de base ;
- ✓ Les avantages en nature ;
- ✓ La prime d'ancienneté ;
- ✓ La prime de reconstitution de carrière,
- ✓ La prime de déroulement de carrière ;
- ✓ La prime personnelle, différentielle, de technicité, de responsabilité ...

La durée mensuelle de travail va correspondre à la durée moyenne mensuelle de travail du salarié (et non pas le nombre d'heures réelles si le mois avait été complètement travaillé comme vu à l'étape 1).

Exemples :

- ✓ Pour le salarié à temps complet, en modulation ou non, la durée mensuelle de travail sera égale à 151,67h ;
- ✓ Pour le salarié à temps partiel, 24h par semaine, la durée mensuelle de travail sera égale à : $24h \times 52/12 = 104h$
- ✓ Pour l'animateur-technicien embauché pour effectuer 8h de face à face par semaine, la durée mensuelle de travail sera égale à : $8h \times 35h/26h \times 52/12 = 46.67h$

Exemple de calcul pour l'indemnité versée par l'employeur :

Un salarié à temps plein 35h par semaine (7h par jour du lundi au vendredi) est embauché au groupe D coefficient 300 et perçoit un salaire mensuel brut de 1997,12€ composé de la manière suivante :

- ✓ Salaire de base : 1896€
- ✓ Prime d'ancienneté de 8 points : 50.56€
- ✓ Déroulement de carrière de 8 points : 50,56€

Il est en activité partielle avec une suspension totale du contrat du 16 au 29 mars 2020 soit 70h réelles d'absence (2 semaines x 35h).

L'indemnité au titre de l'activité partielle est égale à :

$$70\% \times 70h \times \frac{1997,12\text{€}}{151,67h} = \mathbf{645,21\text{€}}$$



L'employeur a la possibilité (et non l'obligation) de verser un complément de salaire en plus de l'indemnité « activité partielle » pour assurer au salarié son salaire mensuel brut habituel. Dans ce cas, ce complément de salaire sera entièrement soumis à cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu et ne bénéficiera pas des règles d'exonération mentionnées à l'étape 3.

3. Etape 3 : Appliquer le régime social et fiscal à l'indemnité « activité partielle » versée par l'employeur

3.1. Une indemnité totalement exonérée de cotisations sociales

Les indemnités versées par l'employeur dans le cadre de l'activité partielle sont totalement exonérées de cotisations sociales salariales et patronales qu'il s'agisse des cotisations légales ou conventionnelles. Elles sont également exonérées du forfait social.

A noter : En Alsace Moselle, la cotisation salariale supplémentaire d'assurance maladie de 1.50% reste due pour cette indemnité « activité partielle ».

3.2. La CSG / CRDS

En principe, en tant que revenu de remplacement, l'indemnité « activité partielle » est soumise à la CSG et à la CRDS selon les taux suivants :

- ✓ CSG déductible : 3,80%

- ✓ CSG non déductible : 2,40%
- ✓ CRDS : 0,50%

Comme pour le reste du salaire mensuel, ces contributions CSG/CRDS sont calculées sur l'indemnité « activité partielle » après déduction des frais professionnels c'est-à-dire sur la base de 98,25% du montant de l'indemnité.

Toutefois, le décompte de la CSG et la CRDS sur l'indemnité d'activité partielle ne doit pas avoir pour effet de réduire le montant cumulé de la rémunération nette versée au titre des heures travaillées et de l'indemnité nette « activité partielle » en deçà du montant du Smic brut.

Si cela se présente, il y a lieu de réduire le montant des prélèvements CSG / CRDS jusqu'à garantir le Smic brut (écrêtement de la CSG et la CRDS) voire de ne pas du tout déduire de CSG/CRDS sur le montant de l'indemnité « activité partielle » (exonération totale).

L'exonération ou l'écrêtement s'appliquent lorsque :

$$\text{Rémunération nette versée pour les heures travaillées dans le mois} + \text{indemnité activité partielle nette} \leq 10,15\text{€} \times \text{durée mensuelle contractuelle du salarié}$$

Exemples :

Hypothèse 1 : Un salarié à temps complet au groupe D est en activité partielle au cours du mois de mars 2020. Pour les quelques heures travaillées au mois de mars, il perçoit un salaire mensuel net de 817.93€.

Pour un temps plein, le Smic mensuel brut est de 1539,42€.

Le montant de l'indemnité « activité partielle » est inférieure ou égale à $(1539,42\text{€} - 817,93\text{€}) = 721,49\text{€}$.

Dans cette hypothèse, compte tenu que le montant net de l'indemnité, après déduction des charges, sera obligatoirement inférieur à 721.49€, il est évident que la somme rémunération nette de 817.93€ + indemnité activité partielle nette sera inférieure au montant du Smic brut.

En conséquence, l'indemnité « activité partielle » sera totalement exonérée de CSG et CRDS.



Voir le modèle de bulletin de paie en Annexe 1

Hypothèse 2 : Un salarié à temps complet au groupe E est en activité partielle au cours du mois de mars 2020. Pour les quelques heures travaillées au mois de mars, il perçoit un salaire mensuel net de 907.84€.

Le salarié perçoit une indemnité « activité partielle » de 714.63€ bruts.

- ✓ La CSG déductible est égale à : $(98,25\% \times 714,63) \times 3,80\% = 26,68\text{€}$
- ✓ La CSG non déductible est égale à : $(98,25\% \times 714,63) \times 2,40\% = 16,85\text{€}$
- ✓ La CRDS est égale à : $(98,25\% \times 714,63) \times 0,50\% = 3,51\text{€}$

Le montant net de l'indemnité « activité partielle » est donc égal à : $714,63\text{€} - (26,68 + 16,85 + 3,51) = 667,59\text{€}$
La somme : Salaire net (907.84€) + Indemnité activité partielle nette (667.59€) = 1575.43€

Le résultat étant supérieur au Smic mensuel brut (1539,42€), la CSG et la CRDS seront totalement prélevées sur le montant de l'indemnité activité partielle.



Voir le modèle de bulletin de paie en Annexe 2

Hypothèse 3 : Un salarié à temps complet au groupe D est en activité partielle au cours du mois de mars 2020. Pour les quelques heures travaillées au mois de mars, il perçoit un salaire mensuel net de 870,82€. Le montant brut de l'indemnité activité partielle est de 686.05€.

- ✓ La CSG déductible est égale à : $(98,25\% \times 686,05) \times 3,80\% = 25,61\text{€}$
- ✓ La CSG non déductible est égale à : $(98,25\% \times 686,05) \times 2,40\% = 16,18\text{€}$
- ✓ La CRDS est égale à : $(98,25\% \times 686,05) \times 0,50\% = 3,37\text{€}$

Le montant net de l'indemnité « activité partielle » est donc égal à : $686.05€ - (25.61 + 16.18 + 3,37) = 640,89€$
La somme : Salaire net (870.82€) + Indemnité activité partielle nette (640.89€) = 1511.71€

Le résultat est inférieur au Smic mensuel brut garanti (1539,42€). Afin d'assurer au salarié un montant au moins égal au Smic brut (1539,42€), il va falloir réaliser un écrêtement égal à : $1539,42€ - 1511.71€ = 27.71€$

L'indemnité activité partielle nette ne peut en effet être inférieure à 668.60€ ($1539,42 - 870.82€$). Il est possible de déduire de l'indemnité brute seulement : $686.05 - 668.60 = 17.45€$.

En conséquence, la CRDS et la CSG vont devoir être écrêtées. La CRDS (0,50%) doit être écrêtée en 1^{ère}, puis la CSG (2,40%) non déductible puis enfin la CSG (3,80%) déductible.

On écrête de la manière suivante :

- ✓ La CRDS à hauteur de $(98,25\% \times 686.05) \times 0,50\% = 3.37€$ en totalité
- ✓ La CSG non déductible à hauteur de $(98,25\% \times 686.05) \times 2,40\% = 16.18€$ en totalité
- ✓ La CSG déductible dont le montant normal est de $(98,25\% \times 686.05) \times 3,80\% = 25.61€$. Or le montant restant dû après écrêtement est égal à : $25.61€ - [27.71 - (3.37 + 16.18)] = 17.45€$
L'assiette reconstituée pour la contribution CSG déductible est la suivante : $17.45 / 3,80 \times 100 = 459.21€$

 **Voir le modèle de bulletin de paie en annexe 3.**

3.3. Le régime fiscal de l'indemnité « activité partielle »

Les indemnités d'activité partielle sont intégralement soumises à l'impôt sur le revenu. Elles seront donc également soumises au prélèvement à la source opéré par l'employeur.

4. Etape 4 : S'assurer que le salarié perçoit bien une rémunération au moins égale au Smic net mensuel

L'employeur doit s'assurer que le cumul du salaire net perçu au titre des heures travaillées et l'indemnité « activité partielle » nette versée au salarié n'est pas inférieur au Smic mensuel net.

Rémunération nette versée pour les heures travaillées dans le mois + indemnité activité partielle nette
 \geq Smic net mensuel

Si le Smic net mensuel n'est pas atteint, l'employeur a l'obligation de verser au salarié une allocation complémentaire égale à la différence entre le Smic net et la somme initialement perçue par le salarié.

Cette allocation complémentaire suit le même régime social et fiscal que l'indemnité « activité partielle ».

Exemple :

Un salarié à temps plein est embauché au groupe A coefficient 245. Il perçoit uniquement son salaire de base. Il est en activité partielle et il n'effectue pas 70h au mois de mars 2020.

Pour les heures réalisées, il perçoit un salaire net mensuel de 630.18€.

L'indemnité d'activité partielle brute est égale à 500.24€. Aucune contribution CSG et CRDS n'est prélevée dessus.

Le Smic mensuel net est égal à 1163.17€.

L'employeur doit donc verser un complément de salaire égal à : $1163,17€ - 630,18€ - 500,24€ = 32,75€$

 **Retrouver un modèle de bulletin de paie en annexe 4.**

A noter : Selon le code du travail, il semblerait que la règle sur la rémunération minimale ne viserait que les temps pleins. L'administration semble toutefois considérer que les salariés à temps partiel y ont également droit au prorata de leur temps de travail. Nous vous conseillons toutefois de vous renseigner auprès de l'URSSAF pour confirmation ou infirmation.

Annexe 1 : Modèle de bulletin de paie dans l'hypothèse où il n'y a pas de contributions CSG/CRDS sur l'indemnité « activité partielle »

Il s'agit ici d'un modèle de bulletin de paie pour un salarié à temps plein embauché au groupe D dans une entreprise de 15 salariés ETP. En plus de son salaire de base, il perçoit une prime d'ancienneté de 8 points et de déroulement de carrière de 8 points également. Au cours du mois de mars 2020, il est mis en activité partielle du 16 au 29 mars pour 70h.

| Bulletin de paie | | Mars 2020 | | | |
|--|----------|-----------|--------------|---------------------|-----------------|
| Entreprise ABCD - Alfortville | | Groupe : | D | Coef : | 300 |
| CCN Animation | | Statut : | NC | Temps tra- vail: | 151,67 |
| | Base | Taux | | | Montant |
| SALAIRE DE BASE CONVENTIONNEL | | | | | 1 896,00 |
| Prime d'ancienneté | | | | | 50,56 |
| Déroulement de carrière | | | | | 50,56 |
| Absence activité partielle du 16 au 29 mars 2020 | 70,00 | 12,97 | | | -907,78 |
| Indemnité activité partielle à 70% | 70,00 | 9,22 | | | 645,21 |
| SALAIRE BRUT | | | | | 1 734,55 |
| | Assiette | Taux sal. | Montant sal. | Taux pat. | Montant pat. |
| SANTE | | | | | |
| SS maladie maternité invalidité décès | 1 089,34 | | | 7,00% | 76,25 |
| Complémentaire incapacité invalidité décès NC | 1 089,34 | 0,478% | 5,21 | 0,478% | 5,21 |
| Complémentaire TA incapacité invalidité décès C | | | | 1,50% | 0,00 |
| Complémentaire TB incapacité invalidité décès C | | 0,478% | 0,00 | 0,478% | 0,00 |
| Complémentaire santé | 32,22 | 50,00% | 16,11 | 50,00% | 16,11 |
| AT -MP | 1 089,34 | | | 1,30% | 14,16 |
| RETRAITE | | | | | |
| SS vieillesse plafonnée | 1 089,34 | 6,90% | 75,16 | 8,55% | 93,14 |
| SS vieillesse | 1 089,34 | 0,40% | 4,36 | 1,90% | 20,70 |
| Complémentaire retraite T1 NC/C | 1 089,34 | 5,08% | 55,34 | 5,08% | 55,34 |
| Complémentaire retraite T2 NC/C | | 8,64% | 0,00 | 12,95% | 0,00 |
| CEG T1 NC/C | 1 089,34 | 0,86% | 9,37 | 1,29% | 14,05 |
| CEG T2 NC/C | | 1,08% | 0,00 | 1,62% | 0,00 |
| CET T1/2 | | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| FAMILLE | | | | | |
| ASSURANCE CHOMAGE | 1 089,34 | 0,00% | 0,00 | 4,05% | 44,12 |
| FNGS | 1 089,34 | | | 0,15% | 1,63 |
| APEC | | 0,024% | 0,00 | 0,036% | 0,00 |
| AUTRES CONTRIBUTIONS EMPLOYEUR | | | | | |
| Transport | 1 089,34 | | | 1,30% | 14,16 |
| Autonomie | 1 089,34 | | | 0,30% | 3,27 |
| Fnal - 50 ETP | 1 089,34 | | | 0,10% | 1,09 |
| Fnal + 50 ETP | | | | 0,50% | 0,00 |
| Paritarisme interpro | 1 089,34 | | | 0,016% | 0,17 |
| Forfait social | 21,09 | | | 8,00% | 1,69 |
| Forfait social ruptures et autres sommes | | | | 20,00% | 0,00 |
| Formation professionnelle légale | 1 089,34 | | | 1,00% | 10,89 |
| Formation professionnelle conventionnelle | 1 089,34 | | | 1,10% | 11,98 |
| Paritarisme de branche | 1 089,34 | | | 0,08% | 0,87 |
| Construction | | | | 0,45% | 0,00 |
| CSG DEDUCTIBLE | 1 091,36 | 6,80% | 74,21 | | |
| CSG/CRDS NON DEDUCTIBLE | 1 091,36 | 2,90% | 31,65 | | |
| EXONERATIONS DE COTISATIONS EMPLOYEUR | | | | | |
| TOTAL CHARGES | 1 089,34 | | 271,41 | -0,125 | -136,17 |

| | |
|---|-----------------|
| NET | 1 463,14 |
| NET A PAYER avant impôt sur le revenu | 1 463,14 |
| dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cot. chômage et maladie | 19,61 |
| Impôt à la source | |
| Base | 1 510,90 |
| Taux | 4,00% |
| | 60,44 |
| Net à payer | 1 402,70 |
| Allègement de cotisations employeur | 271,46 |
| Total versé par l'employeur | 2 020,80 |

Annexe 2 : Modèle de bulletin de paie dans l'hypothèse où il y a la totalité des contributions CSG/CRDS sur l'indemnité « activité partielle »

Il s'agit ici d'un modèle de bulletin de paie pour un salarié à temps plein embauché au groupe E dans une entreprise de 15 salariés ETP. Au cours du mois de mars 2020, il est mis en activité partielle du 16 au 29 mars pour 70h.

| Bulletin de paie | | Mars 2020 | | | |
|--|----------|-----------|--------------|-----------------|-----------------|
| Entreprise ABCD - Alfortville | | Groupe : | E | Coef : | 350 |
| CCN Animation | | Statut : | NC | Temps travail : | 151,67 |
| | Base | Taux | | | Montant |
| SALAIRE DE BASE CONVENTIONNEL | | | | | 2 212,00 |
| Absence activité partielle du 18 au 31 mars 2020 | 70,00 | 14,36 | | | -1 005,45 |
| Indemnité activité partielle à 70% | 70,00 | 10,21 | | | 714,63 |
| SALAIRE BRUT | | | | | 1 921,18 |
| | Assiette | Taux sal. | Montant sal. | Taux pat. | Montant pat. |
| SANTE | | | | | |
| SS maladie maternité invalidité décès | 1 206,55 | | | 7,00% | 84,46 |
| Complémentaire incapacité invalidité décès NC | 1 206,55 | 0,478% | 5,77 | 0,478% | 5,77 |
| Complémentaire TA incapacité invalidité décès C | | | | 1,50% | 0,00 |
| Complémentaire TB incapacité invalidité décès C | | 0,478% | 0,00 | 0,478% | 0,00 |
| Complémentaire santé | 32,22 | 50,00% | 16,11 | 50,00% | 16,11 |
| AT -MP | | | | | |
| RETRAITE | 1 206,55 | | | 1,30% | 15,69 |
| SS vieillesse plafonnée | 1 206,55 | 6,90% | 83,25 | 8,55% | 103,16 |
| SS vieillesse | 1 206,55 | 0,40% | 4,83 | 1,90% | 22,92 |
| Complémentaire retraite T1 NC/C | 1 206,55 | 5,08% | 61,29 | 5,08% | 61,29 |
| Complémentaire retraite T2 NC/C | | 8,64% | 0,00 | 12,95% | 0,00 |
| CEG T1 NC/C | 1 206,55 | 0,86% | 10,38 | 1,29% | 15,56 |
| CEG T2 NC/C | | 1,08% | 0,00 | 1,62% | 0,00 |
| CET T1/2 | | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| FAMILLE | | | | | |
| ASSURANCE CHOMAGE | 1 206,55 | 0,00% | 0,00 | 4,05% | 48,87 |
| FNGS | 1 206,55 | | | 0,15% | 1,81 |
| APEC | | 0,024% | 0,00 | 0,036% | 0,00 |
| AUTRES CONTRIBUTIONS EMPLOYEUR | | | | | |
| Transport | 1 206,55 | | | 1,30% | 15,69 |
| Autonomie | 1 206,55 | | | 0,30% | 3,62 |
| Fnal - 50 ETP | 1 206,55 | | | 0,10% | 1,21 |
| Fnal + 50 ETP | 1 206,55 | | | 0,50% | 0,00 |
| Paritarisme interpro | 1 206,55 | | | 0,016% | 0,19 |
| Forfait social | 21,63 | | | 8,00% | 1,73 |
| Forfait social ruptures et autres sommes | | | | 20,00% | 0,00 |
| Formation professionnelle légale | 1 206,55 | | | 1,00% | 12,07 |
| Formation professionnelle conventionnelle | 1 206,55 | | | 1,10% | 13,27 |
| Paritarisme de branche | 1 206,55 | | | 0,08% | 0,97 |
| Construction | | | | 0,45% | 0,00 |
| CSG DEDUCTIBLE | | | | | |
| CSG DEDUCTIBLE sur indemnité | 702,12 | 3,80% | 26,68 | | |
| CSG/CRDS NON DEDUCTIBLE | | | | | |
| | 1 207,06 | 6,80% | 82,08 | | |
| | 1 909,18 | 2,90% | 55,37 | | |
| EXONERATIONS DE COTISATIONS EMPLOYEUR | | | | | |
| TOTAL CHARGES | 1 206,55 | | 345,75 | -0,061 | -73,60 |

| | |
|--|-------------------------|
| NET | 1 575,42 |
| NET A PAYER avant impôt sur le revenu | 1 575,42 |
| <small>dont évolution de la rému liée à la suppression des cot. chômage et maladie</small> | <small>21,75</small> |
| Impôt à la source | Base Taux |
| | 1 646,90 4,00% |
| Net à payer | 1 509,55 |
| <small>Allègement de cotisations employeur</small> | <small>223,45</small> |
| <small>Total versé par l'employeur</small> | <small>2 313,58</small> |

Annexe 3 : Modèle de bulletin de paie dans l'hypothèse où il y a écrêtement des contributions CSG/CRDS sur l'indemnité « activité partielle »

Il s'agit ici d'un modèle de bulletin de paie pour un salarié à temps plein embauché au groupe D dans une entreprise de 15 salariés ETP. En plus de son salaire de base, il perçoit une prime d'ancienneté de 20 points et de déroulement de carrière de 16 points également. Au cours du mois de mars 2020, il est mis en activité partielle du 16 au 29 mars pour 70h.

| Bulletin de paie | | Mars 2020 | | | |
|--|----------|-----------|---------------|-----------------|-----------------|
| Entreprise ABCD - Alfortville | | Groupe : | D | Coef : | 300 |
| CCN Animation | | Statut : | NC | Temps travail : | 151,67 |
| | Base | Taux | | | Montant |
| SALAIRE DE BASE CONVENTIONNEL | | | | | 1 896,00 |
| Prime d'ancienneté | | | | | 126,40 |
| Déroulement de carrière | | | | | 101,12 |
| Absence activité partielle du 16 au 29 mars 2020 | 70,00 | 13,79 | | | -965,24 |
| Indemnité activité partielle à 70% | 70,00 | 9,80 | | | 686,05 |
| SALAIRE BRUT | | | | | 1 844,33 |
| | Assiette | Taux sal. | Montant sal. | Taux pat. | Montant pat. |
| SANTE | | | | | |
| SS maladie maternité invalidité décès | 1 158,28 | | | 7,00% | 81,08 |
| Complémentaire incapacité invalidité décès NC | 1 158,28 | 0,478% | 5,54 | 0,478% | 5,54 |
| Complémentaire TA incapacité invalidité décès C | | | | 1,50% | 0,00 |
| Complémentaire TB incapacité invalidité décès C | | 0,478% | 0,00 | 0,478% | 0,00 |
| Complémentaire santé | 32,22 | 50,00% | 16,11 | 50,00% | 16,11 |
| AT -MP | | | | | |
| RETRAITE | 1 158,28 | | | 1,30% | 15,06 |
| SS vieillesse plafonnée | 1 158,28 | 6,90% | 79,92 | 8,55% | 99,03 |
| SS vieillesse | 1 158,28 | 0,40% | 4,63 | 1,90% | 22,01 |
| Complémentaire retraite T1 NC/C | 1 158,28 | 5,08% | 58,84 | 5,08% | 58,84 |
| Complémentaire retraite T2 NC/C | | 8,64% | 0,00 | 12,95% | 0,00 |
| CEG T1 NC/C | 1 158,28 | 0,86% | 9,96 | 1,29% | 14,94 |
| CEG T2 NC/C | | 1,08% | 0,00 | 1,62% | 0,00 |
| CET T1/2 | | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| FAMILLE | | | | | |
| ASSURANCE CHOMAGE | 1 158,28 | 0,00% | 0,00 | 4,05% | 46,91 |
| FNGS | 1 158,28 | | | 0,15% | 1,74 |
| APEC | | 0,024% | 0,00 | 0,036% | 0,00 |
| AUTRES CONTRIBUTIONS EMPLOYEUR | | | | | |
| Transport | 1 158,28 | | | 1,30% | 15,06 |
| Autonomie | 1 158,28 | | | 0,30% | 3,47 |
| Fnal - 50 ETP | 1 158,28 | | | 0,10% | 1,16 |
| Fnal + 50 ETP | | | | 0,50% | 0,00 |
| Paritarisme interpro | 1 158,28 | | | 0,016% | 0,19 |
| Forfait social | 21,40 | | | 8,00% | 1,71 |
| Forfait social ruptures et autres sommes | | | | 20,00% | 0,00 |
| Formation professionnelle légale | 1 158,28 | | | 1,00% | 11,58 |
| Formation professionnelle conventionnelle | 1 158,28 | | | 1,10% | 12,74 |
| Paritarisme de branche | 1 158,28 | | | 0,08% | 0,93 |
| Construction | | | | 0,45% | 0,00 |
| CSG DEDUCTIBLE salaire | 1 159,42 | 6,80% | 78,84 | | |
| CSG/CRDS NON DEDUCTIBLE salaire | 1 159,42 | 2,90% | 33,62 | | |
| CSG déductible indemnité | 459,21 | 3,80% | 17,45 | | |
| CSG non déductible indemnité | Ecrêtée | 2,40% | | | |
| CRDS non déductible indemnité | Ecrêtée | 0,50% | | | |
| EXONERATIONS DE COTISATIONS EMPLOYEUR | 1 158,28 | | | -0,085 | -98,45 |
| TOTAL CHARGES | | | 304,92 | | 349,60 |

| | | | |
|---|----------|-------|-----------------|
| NET | | | 1 539,41 |
| NET A PAYER avant impôt sur le revenu | | | 1 539,41 |
| dont évolution de la rému liée à la suppression des cot. chômage et maladie | | | 20,87 |
| Impôt à la source | Base | Taux | |
| | 1 589,15 | 4,00% | 63,57 |
| Net à payer | | | 1 475,84 |
| Allègement de cotisations employeur | | | 242,31 |
| Total versé par l'employeur | | | 2 193,93 |

Annexe 4 : Modèle de bulletin de paie dans l'hypothèse où l'employeur doit verser un complément à l'indemnité « activité partielle »

Il s'agit ici d'un modèle de bulletin de paie pour un salarié à temps plein embauché au groupe A dans une entreprise de 15 salariés ETP. Au cours du mois de mars 2020, il est mis en activité partielle du 16 au 29 mars pour 70h.

| Bulletin de paie | | Mars 2020 | | | |
|--|-----------------|------------------|---------------------|--|---------------------|
| Entreprise ABCD - Alfortville | | Groupe : | A | Coef : | 245 |
| CCN Animation | | Statut : | NC | Temps tra- vail: | 151,67 |
| | Base | Taux | | | Montant |
| SALAIRE DE BASE CONVENTIONNEL | | | | | 1 548,40 |
| Prime d'ancienneté | | | | | 0,00 |
| Déroulement de carrière | | | | | 0 |
| Absence activité partielle du 16 au 29 mars 2020 | 70,00 | 10,05 | | | -703,82 |
| Indemnité activité partielle à 70% | 70,00 | 7,15 | | | 500,24 |
| Complément indemnité activité partielle | | | | | 32,75 |
| SALAIRE BRUT | | | | | 1 377,57 |
| | Assiette | Taux sal. | Montant sal. | Taux pat. | Montant pat. |
| SANTE | | | | | |
| SS maladie maternité invalidité décès | 844,58 | | | 7,00% | 59,12 |
| Complémentaire incapacité invalidité décès NC | 844,58 | 0,478% | 4,04 | 0,478% | 4,04 |
| Complémentaire TA incapacité invalidité décès C | | | | 1,50% | 0,00 |
| Complémentaire TB incapacité invalidité décès C | | 0,478% | 0,00 | 0,478% | 0,00 |
| Complémentaire santé | 32,22 | 50,00% | 16,11 | 50,00% | 16,11 |
| AT -MP | 844,58 | | | 1,30% | 10,98 |
| RETRAITE | | | | | |
| SS vieillesse plafonnée | 844,58 | 6,90% | 58,28 | 8,55% | 72,21 |
| SS vieillesse | 844,58 | 0,40% | 3,38 | 1,90% | 16,05 |
| Complémentaire retraite T1 NC/C | 844,58 | 5,08% | 42,90 | 5,08% | 42,90 |
| Complémentaire retraite T2 NC/C | | 8,64% | 0,00 | 12,95% | 0,00 |
| CEG T1 NC/C | 844,58 | 0,86% | 7,26 | 1,29% | 10,90 |
| CEG T2 NC/C | | 1,08% | 0,00 | 1,62% | 0,00 |
| CET T1/2 | | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| FAMILLE | | | | | |
| | 844,58 | | | 3,45% | 29,14 |
| ASSURANCE CHOMAGE | | | | | |
| FNGS | 844,58 | | | 4,05% | 34,21 |
| APEC | | 0,024% | 0,00 | 0,15% | 1,27 |
| AUTRES CONTRIBUTIONS EMPLOYEUR | | | | | |
| Transport | 844,58 | | | 0,036% | 0,00 |
| Autonomie | 844,58 | | | 1,30% | 10,98 |
| Fnal - 50 ETP | 844,58 | | | 0,30% | 2,53 |
| Fnal + 50 ETP | | | | 0,10% | 0,84 |
| Paritarisme interpro | 844,58 | | | 0,50% | 0,00 |
| Forfait social | 19,97 | | | 0,016% | 0,14 |
| Forfait social ruptures et autres sommes | | | | 8,00% | 1,60 |
| Formation professionnelle légale | 844,58 | | | 20,00% | 0,00 |
| Formation professionnelle conventionnelle | 844,58 | | | 1,00% | 8,45 |
| Paritarisme de branche | 844,58 | | | 1,10% | 9,29 |
| Construction | | | | 0,08% | 0,68 |
| CSG DEDUCTIBLE | 849,77 | 6,80% | 57,78 | 0,45% | 0,00 |
| CSG/CRDS NON DEDUCTIBLE | 849,77 | 2,90% | 24,64 | | |
| EXONERATIONS DE COTISATIONS EMPLOYEUR | 844,58 | | | | -266,89 |
| TOTAL CHARGES | | | 214,40 | | 64,53 |
| | | | | NET | 1 163,17 |
| | | | | NET A PAYER avant impôt sur le revenu | 1 163,17 |
| | | | | dont évolution de la rému liée à la suppression des cot. chômage et mala- die | 15,86 |
| | | | | Impôt à la source | |
| | | Base | Taux | | |
| | | 1 203,93 | 4,00% | | 48,16 |
| | | | | Net à payer | 1 115,02 |
| | | | | Allègement de cotisations employeur | 374,34 |
| | | | | Total versé par l'employeur | 1 442,11 |